

Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 25 (1937)

Heft: 499

Artikel: L'Exposition nationale suisse de 1939 et les femmes

Autor: A. de M.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-262649>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le Mouvement Féministe

Paraît tous les quinze jours le samedi

Quand on se plaint de
tout, il ne vous arrive
rien de bon.

Jacques CHARDONNE.

DIRECTION ET RÉDACTION

M^{lle} Emilie GOURD, 17, rue Töpffer

ADMINISTRATION

M^{lle} Marie MICOL, 14, rue Micheli-du-Crest
Compte de chèques postaux I. 943

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs

Organe officiel

des publications de l'Alliance nationale
de Sociétés féminines suisses

ABONNEMENTS

SUISSE..... Fr. 5.—
ÉTRANGER..... 8.—
Le numéro..... 0.25

ANNONCES

La ligne ou son espace:
40 centimes
Réductions p. annonces répétées

Les abonnements partent du 1^{er} janvier. A partir de juillet, il est
délivré des abonnements de 6 mois (3 fr.) valables pour la somme de
l'année en cours.

Pour sauver la paix

En attendant la publication, à laquelle travaille activement Miss Heneker, de la brochure éditée par l'Alliance Internationale, et qui contiendra des résumés et des extraits des discours prononcés et des rapports présentés à la Conférence de Zurich, nos lectrices nous sauront gré de leur donner ci-après en extenso le remarquable rapport rédigé par M^{lle} Malaterre-Sellier sur le résultat des discussions tenues par petits groupes sur quelques problèmes de la paix. L'avantage de ce système de discussions, dont le fonctionnement a déjà été exposé dans le Mouvement, se marque ici une fois, de plus, puisqu'il permet de relever, à côté d'une unanimité frappante sur certains points, certaines opinions divergentes, dont l'intérêt est à signaler comme manifestation d'un esprit différent. Ceci est particulièrement frappant en ce qui touche la sécurité collective, que nombre de femmes en Suisse croient pouvoir remplacer par la neutralité perpétuelle de notre pays garantie par des traités, sans bien réaliser qu'il n'est guère possible de ne pas payer le prix de certains avantages par une coopération internationale active. Les opinions émises sur le rôle et les tâches de la S. d. N. nous paraissent aussi importantes à relever. Nous attirons donc sur ce rapport l'attention de toutes celles de nos lectrices que préoccupent leurs responsabilités vis-à-vis de la paix. (Réd.)

Les différentes discussions ont marqué, en général, malgré la reconnaissance des grandes difficultés qui menacent actuellement la paix, un point de vue nettement constructif. C'est ainsi que les différentes oratrices, qui intervinrent dans les débats, semblèrent plus préoccupées d'utiliser toutes les possibilités offertes par le Pacte de la S. d. N. que de le modifier. Elles indiquèrent en tout cas nettement que toute modification devrait être effectuée dans le but de renforcer l'efficacité du Pacte.

La conception de l'universalité fut une affirmation de la volonté de n'affaiblir en rien le Pacte et les principes qui sont à sa base, et cela même pour augmenter le nombre des Etats membres de la Société des Nations.

La nécessité de sanctions pour faire appliquer les décisions de la Société des Nations ne fut mise en doute par personne.

Une préférence très nette fut cependant marquée à l'égard des sanctions morales, économiques et financières, avec l'espérance que l'emploi loyal de ces sanctions en temps opportun pourrait éviter de recourir aux sanctions militaires.

Les discussions soulignèrent combien les idéologies différentes des Gouvernements rendent difficile la tâche de la Société des Nations. Aussi, tout en affirmant fermement la nécessité de rechercher avec tous les Gouvernements, quel que soit leur régime intérieur, un terrain de collaboration internationale, un grand attachement fut marqué à l'égard de la démocratie, qui, en apportant à la Société des Nations l'appui de libres opinions publiques, lui permet seule de réaliser toute son œuvre.

Sur deux points une attitude restrictive se dessina cependant:

1^o Parlant du problème de la neutralité, des oratrices appartenant à des pays neutres semblèrent plus attachées aux avantages matériels qu'aux avantages d'une neutralité garantie par les traités, et qu'elles paraissent supposer d'une durée éternelle, qu'aux avantages d'une sécurité collective apportant de réels bienfaits, mais imposant aussi comme contrepartie des sacrifices.

Il sembla même que certaines participantes croyaient possible de continuer à bénéficier des avantages de la sécurité collective sans encourir l'obligation d'en payer le prix par une coopération internationale active.

(La suite en 2^e page.)

La Présidente du Conseil International des Femmes à Genève

Les féministes genevoises viennent d'avoir le privilège de recevoir pendant deux jours la nouvelle présidente du Conseil International des Femmes, la baronne Boel (Belgique), qui avait désiré prendre plus étroitement contact avec les milieux internationaux de cette ville, et qui a choisi pour cela le moment où la session de la Commission des Questions sociales de la S. d. N. réunissait plusieurs féministes de marque de divers pays.

Grâce à d'aimables réunions privées, et à un déjeuner très cordial organisé par le Comité International féminin pour la paix et le désarmement, nombreuses sont celles qui ont ainsi pu faire mieux connaissance avec la baronne Boel, dont la bienveillance serène, la bonté simple et maternelle, le don d'assimilation rapide de tant d'indications et de notions nouvelles, l'expérience en matière familiale et sociale, la large compréhension des problèmes féminins actuels, lui ont rapidement gagné toutes les sympathies. Mme Boel comptait déjà à Genève, ajoutons-le, des amis de plus ancienne date, pour lesquelles cela a été une joie de la revoir dans ses nouvelles fonctions de présidente d'une des plus grandes organisations féminines internationales, et qui savent de la sorte à quel point les destinées de cette dernière sont en de bonnes mains.



Les femmes et la Société des Nations

Protection de l'Enfance

Durant ces deux dernières semaines a siégé à Genève la Commission des Questions sociales (l'ancien Comité de Protection de l'enfance et de la Traite des femmes réunis). Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur ses travaux, mais nous tenons à signaler dès aujourd'hui à nos lectrices deux faits de nature à les intéresser directement.

En effet, la Commission ayant été réorganisée de manière à ce qu'y siègent des pays qui, jusqu'à présent, n'avaient pas été appelés à participer à ses débats, la Suisse est maintenant du nombre et est représentée à Genève, à côté de son délégué officiel, M. Gorgé, par une femme conseillère technique, M^{lle} Böchenstein (Berne), secrétaire du Département de l'Assistance publique. C'est là un excellent début, vu les capacités et les compétences de M^{lle} Böchenstein, et nous espérons bien que, dorénavant, la bonne tradition va s'établir que les délégations suisses à la S. d. N., comme celles de nombreux autres pays d'ailleurs, ne soient plus, comme jusqu'à présent, exclusivement masculines.

Et d'autre part, la Commission des Questions sociales ayant demandé le concours d'experts sur des points déterminés de son ordre du jour, notre amie M^{me} Wytowicz-Grabinska (Pologne), ancien juge du tribunal des mineurs de Varsovie, a obtenu qu'appel soit fait à ce titre d'expert à M^{lle} Blanche Richard, juge assesseur à la Chambre pénale de l'enfance à Genève. M^{lle} Richard a présenté à la Commission un excellent exposé, clair et vivant, portant aussi bien sur son activité comme juge de l'enfance que sur le fonctionnement des institutions auxiliaires de Genève pour enfants en danger moral, et les détails qu'elle a donnés ont visiblement intéressé son auditoire, composé en majeure partie de spécialistes des problèmes touchés.

Et ainsi, petit à petit, l'idée fait son chemin...

L'Exposition nationale suisse de 1939 et les femmes

La date de cette Exposition peut paraître lointaine à qui ne connaît par expérience la fuite du temps. Mais que sont une vingtaine de mois, lorsqu'il s'agit d'une entreprise de grande envergure, où l'on compte avec un budget de 23 millions, et où il s'agit de mobiliser tout ce qui participe aux œuvres vives de notre pays? Aussi bien le grand Comité, le Comité d'organisation et le Bureau de l'Exposition ont-ils déjà poussé les travaux préliminaires à un point leur permettant d'inviter les futurs exposants à faire des démarches personnelles.

M^{me} Glättli-Graf, l'ancienne présidente de la Saffa, fait partie du grand Comité ainsi que du Comité d'organisation de l'Exposition (ce dernier composé uniquement de personnalités habitant Zurich). Elle a bien voulu nous fournir tous les renseignements contenus dans cet article, et nous promet de nous tenir au courant de ce qui peut intéresser spécialement le public féminin.

Le grand Comité, présidé par M. le Conseiller fédéral Obrecht, est composé en premier lieu de représentants du gouvernement fédéral et des cantons. La Suisse romande y est représentée par MM. les Conseillers d'Etat Porchet (Vaud), Troillet (Valais), Picot (Genève) et M. Häfliger,

président de la Chambre de commerce neuchâteloise. Pendant un certain temps, il a semblé que les organisateurs de l'Exposition négligeaient les minorités et le public féminin. Mais actuellement ces lacunes se comblient. Ainsi, dans le grand Comité siègent 7 femmes: M^{lle} Nef, présidente de l'Alliance de Sociétés féminines suisses; M^{me} Stegrist, présidente de l'Association suisse des femmes catholiques; M^{me} Schmidt-Stamm, présidente de la Société d'Utilité publique des femmes suisses; M^{me} Lüthy-Zobrist, présidente de l'Association féminine des arts et métiers; M^{me} Emma Steiger, pour la Conférence nationale de travail social; M^{me} Schär-Krause, pour l'Association des femmes peintres et sculpteurs; et M^{me} Glättli-Graf pour l'Office suisse des professions féminines.

Des Comités cantonaux sont en formation; il faudra tâcher d'y faire entrer des femmes. Enfin, l'on procède à la constitution de Comités techniques pour les différents groupes, et nous savons que là encore on fait appel aux femmes. Bien que le Bureau soit essentiellement zurichois, aucune région de la Suisse ne voudra rester en arrière. Ne s'agit-il pas d'une œuvre nationale? L'une des idées directrices du programme est que l'Exposition de 1939 ouvre à la jeunesse de notre pays des perspectives d'avenir, qu'elle soit un stimulant dans les temps critiques que nous traversons, et que, ne se bornant pas à une vue d'ensemble sur ce qui a déjà été accompli, elle



Association suisse pour le Suffrage féminin

SAMEDI 8 et DIMANCHE 9 MAI 1937

XXVI^{me} Assemblée Générale à St-GALL

ORDRE DU JOUR:

SAMEDI 8 MAI, à 14 h. 30 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE PUBLIQUE

Petite salle de la TONHALLE (Tram N° 1 et 3, arrêt Brühlhorn)

1. Appel des délégués.
2. Rapport annuel.
3. Rapport financier.
4. Cotisation 1937-38.
5. Propositions du Comité Central et des Sections.
6. Cours de vacances de 1937.
7. Divers et propositions individuelles.

Thé servi au Foyer

16 h. : 30

Les ménagères et l'économie publique

Conférence par M. R. JUST (Zurich). Membre de la Commission fédérale de contrôle des prix. DISCUSSION

19 h. : Souper à volonté.

20 h. 15 : XXV^{me} Anniversaire de la fondation de la Section de St. Gall. (Grande Salle de la Tonhalle). Thé offert par la Section.

DIMANCHE 9 MAI.

7 h. et 8 h. : Messe à la Cathédrale.

9 h. : Culte protestant à la St. Laurenzenkirche, par M^{lle} M. Kappeler (Zollikon).

10 h. 15 : ASSEMBLÉE PUBLIQUE. Petite Salle de la TONHALLE.

Hommage à la mémoire de Mlle Lucy Dutoit

Mlle E. GOURD (Genève).

Les soucis des mères pour l'existence de leur famille

Conférence par Mme SCHWARZ-GAGG (Berne).

La Conférence internationale de Zurich

a) Souvenirs et impressions : Mlle Frida GRAF (Bâle).

b) La Commission de jeunesse de l'Alliance Internationale : Mlle E. SULZER (Aadorf).

12 h. 30 : Dîner dans la grande salle de la Tonhalle (prix : 3 frs. 30).

14 h. : Départ par train spécial (ligne de Trogen) pour VOEGELINSEGG, où le café noir sera servi. Retour individuel à la gare de St. Gall. Prix de la course : 1 fr.

Les délégués sont priés d'échanger avant la séance leur carte de délégation contre les cartes de vote.

Hôtels recommandés : (Les prix s'entendent pour la chambre, le petit déjeuner et le service). *Hôtel Hecht*, frs. 8.—; *Walthalla*, frs. 7.—; *Schiff*, frs. 5.75 à 6.25; *Hirschen*, frs. 5.50; *Hospice Johannes Kessler*, frs. 5.— à 6.—; *Gallushof*, frs. 6.20. Des soupers simples peuvent être servis au prix de frs. 1.50 à 2.— dans ces hôtels ainsi qu'au restaurant sans alcool *Habsburg*, et aux restaurants végétariens *Mohrenkopf* et *Ritter*.

Mme PFEFFERLI, Speisergasse 11, St. Gall, recevra jusqu'au 1^{er} mai les inscriptions des personnes désirant profiter de l'hospitalité qui leur est aimablement offerte. Prière de s'inscrire jusqu'au 1^{er} mai, également chez Mme PFEFFERLI, pour le dîner du dimanche.

Prière de retenir directement et sans tarder les chambres d'hôtel, car le nombre de lits est restreint. Un bureau de renseignements et de logement sera installé à l'Office du Tourisme, en face de la gare.

indique aussi les buts de l'activité matérielle et intellectuelle en Suisse.

Il va sans dire que l'Exposition de 1939 n'offrirait pas aux femmes des possibilités d'exposer séparément. En effet, le Comité directeur désire éviter à tout prix ce qui pourrait ressembler à une foire d'échantillons. Son ambition tend au contraire à créer un ensemble harmonieux, à ordonner le matériel d'exposition selon certaines idées directrices à peu près dans l'ordre suivant:

I. La patrie et la nation.

a) Le cadre (climat, sol, paysage).

b) Le peuple (races, langues, coutumes, Suisses à l'étranger, Constitution, défense nationale, associations, églises, travail social, etc.).

II. Nos matières premières.

Electricité, bois, tourisme et vacances, agriculture, chasse et pêche.

III. Production et consommation.

Alimentation, industrie, habitation, vêtement.

IV. Commerce et Transports.

a) Doit et avoir (commerce, finances, assurances, finances, crédit, bureaux, publicité).

b) Communications et transports (chemins de fer, routes, automobilisme, navigation, aviation, poste).

V. Culture de l'esprit et culture physique.

a) Force et santé (soins aux malades, hygiène et sport, l'enfant, l'homme malade et l'homme bien portant, les loisirs).

b) Instruction, sciences et lettres (établissements éducatifs, moyens d'instruction, imprimerie, arts plastiques, musique, théâtre, danse, film, photographie).

Chacune de ces sections se constitue elle-même et expose collectivement. Il est donc indispensable de se rendre compte à quel groupement l'on se rattache, aussi bien en tant qu'individu qu'en tant qu'association, et de chercher dès à présent la coordination de son activité dans tel ou tel de ces groupements. Par exemple, sous le chiffre 1 figure le groupement *Politique sociale*, qui comprend a) la prévoyance sociale, l'assurance chômage, les offices de placement, et b) l'assistance publique, les autres assurances sociales obligatoires. Dans le groupe *Défense nationale* nous trouvons non seulement la défense économique et militaire du pays, mais encore la défense morale et intellectuelle, soit la protection de la jeunesse, de la famille, la lutte contre l'alcoolisme, la prévoyance sociale dans l'industrie, l'aide aux anormaux et aux vieillards.

Notre presse féminine trouvera sa place sous le chiffre 14, rubrique *Imprimerie*, englobée, cela va sans dire, dans la collectivité, mais dans le groupe des périodiques. Sous le même chiffre, rubrique *Etablissements d'instruction*, devront se ranger les écoles féminines ménagères, etc.

On peut se procurer le programme complet de l'Exposition ainsi que le règlement concernant les employés, au Secrétariat de l'Exposition, Walcheturm, Zurich.

A. DE M.

Une mission parlementaire féminine en Espagne

L'autre semaine à passé à Paris une délégation de députées féminines anglaises à la Chambre des Communes, se rendant en Espagne pour voir par elles-mêmes les besoins de secours et d'approvisionnement dans ce malheureux pays.



Glané dans la presse...

Si c'était leur enfant?...

C'est sous ce titre que Mme George Claude a écrit dans la Feuille d'Avis de Lausanne l'article vibrant d'indignation auquel faisait allusion notre dernier numéro, à propos du jugement scandaleux du tribunal de Vevey sur une affaire de meurtres, jugement qui a beaucoup frappé l'attention de plusieurs de nos lecteurs et lectrices. Ceux-ci seront donc heureux de trouver ci-après quelques extraits de l'article de Mme Claude, et ils seront heureux également comme nous de voir que cette dernière se trouve en présence des femmes dans le jury, seul moyen à notre avis de mettre fin à de pareils verdicts. Seulement... ne savons-nous pas tous, et Mme Claude avec nous, que pour obtenir en pareil cas ce concours efficace de femmes (concours dont les plus antiféministes ne pourraient nier l'utilité), de même que pour modifier et renforcer les lois de protection de l'enfant en danger, une chose est indispensable: le vote des femmes. Et nous regrettons que Mme Claude ne l'ait pas dit à ses lecteurs, dont beaucoup auraient compris alors la valeur et la nature de notre revendication.

Tout récemment, le tribunal de Vevey, condamnait à six mois de détention, avec sursis,

Tribune libre

Maternité

M. A. Barthélemy, ancien consul honoraire de France à Genève, qui veut bien reporter sur notre journal une partie de l'amitié qu'il éprouve pour notre pays, nous adresse, par l'intermédiaire de Mme Cuchet-Albaret, membre du Comité du *Mouvement Féministe*, l'article ci-après, qui pose un problème aussi grave que délicat. Nous remercions M. Barthélemy de souhaiter connaître l'avis de nos lectrices sur ce sujet, sachant combien parmi elles en sont également préoccupées, et nous serons très heureuses d'accueillir et de publier toutes les opinions que l'on voudra bien nous faire parvenir à cet égard. (Réd.)

On parle beaucoup de la dénatalité française. A en juger par les mesures qu'on prend dans notre pays, en particulier l'Italie, il y a là un phénomène qui n'est pas spécial à la France. Toujours est-il que j'ai déjà pu constituer un important dossier avec toutes les brochures, toutes les statistiques qui me sont parvenues. Ceux qui font campagne en faveur d'une plus intense natalité négligent d'ailleurs un côté de la question dont l'importance n'est pas contestable.

Nous sommes aujourd'hui plus conscients que nous ne l'étions de ce qu'il y a de vraiment sacré dans la personnalité humaine. La femme a de plus en plus son mot à dire dans l'association que le mariage établit entre elle et son mari. Et ce ne sont pas seulement ses intérêts matériels qui sont en jeu. Il s'agit aussi de sa santé et de sentiments trop profonds pour qu'on n'ait pas le devoir de les respecter. Aussi admet-on de moins en moins qu'on puisse imposer à la femme

des maternités qu'elle n'aurait pas librement acceptées.

C'est pourquoi, dans la mairie de Paris où j'exerce les fonctions municipales, lorsque je célèbre un mariage, je lis très rapidement l'article 213 du Code civil qui veut que, si le mari doit protection à sa femme, la femme doit obéissance à son mari. Toujours dans l'exercice de cette fonction, j'ai reçu tout récemment la visite d'un homme qui était très fier de me dire qu'il avait sept enfants, âgés le plus jeune de quatre mois, l'aîné de neuf ans. Le résultat est que sa femme est obligée d'aller tous les jours à l'hôpital pour s'y faire soigner. Aussi n'ai-je point montré à cet individu l'intérêt sur lequel il comptait.

L'Eglise anglicane s'est, en 1930, dans sa conférence de Lambeth, trouvée en face de ce problème. Elle a pensé que dans les cas où une obligation morale voulait qu'il n'y eût pas d'enfant issu du mariage ou qu'il n'y en eût plus, l'abstinence était sans doute le meilleur parti à prendre. Mais elle a également compris que l'abstinence n'était pas toujours possible ni souhaitable. Il peut y avoir à ne la point observer une obligation également morale. On peut alors avoir recours à d'autres moyens, pourvu que ce ne soit ni par égoïsme, ni par luxure, ni pour des raisons de convenances personnelles. Je ne saurais d'ailleurs entrer ici dans le détail d'une question qu'il n'était peut-être pas sans intérêt de mettre un peu en lumière. Une manifestation féministe serait à cet égard bien précieuse.

A. BARTHÉLEMY.

Chose intéressante: dans cette délégation se trouvaient des membres de partis différents: la duchesse d'Atholl (parti conservateur), Miss Eleanor Rathbone (indépendante) et Miss Ellen Wilkinson (Labour Party). Ne voit-on pas là un exemple de plus de ce que nous avons si souvent affirmé que, lorsqu'il s'agit de tâches humanitaires, les femmes parlementaires savent se grouper en dehors de leurs opinions politiques?

L'instruction civique des jeunes filles

Nous avons reçu de Mme Gassmann, présidente de l'Association cantonale zurichoise pour le suffrage, communication du questionnaire ci-après, que nous ne pensons pouvoir mieux faire que de publier afin de le porter à la connaissance de nos différents groupements suffragistes romands. Ceux-ci voudront bien, soit adresser directement leurs réponses à Mme Gassmann, Hopstrasse, 2, Zurich, soit nous les faire parvenir — ce que nous préférons, car leur publication dans nos colonnes permettrait d'intéressantes et utiles comparaisons quant à la façon dont les jeunes filles sont initiées chez nous à leur future tâche de citoyenne. (Réd.)

1. Les jeunes filles reçoivent-elles une instruction civique?
2. Cet enseignement est-il donné spécialement pour lui-même? ou bien fait-il partie de l'enseignement de l'histoire?
3. A quel âge les jeunes filles le reçoivent-elles?
4. Toutes y sont-elles astreintes? ou seulement celles des classes supérieures?

un individu nommé Aloïs Chevalley, coupable d'avoir entraîné une fillette de 4 ans (je dis bien quatre ans!) dans les W.-C. du jardin du Rivage, et de s'être livré sur elle à d'ignobles actes» (je cite textuellement les journaux).

Six mois de prison, avec sursis, à un individu coupable de l'acte le plus odieux qui soit! Six mois de prison, avec sursis, à celui qui a souillé une enfant, incapable, même, de supposer, de deviner ce que pouvait lui vouloir un homme de cette espèce! Est-ce possible?...

N'ont-ils pas d'enfants, ces hommes qui remettent en liberté un être aussi dangereux? Car, qu'il soit un criminel ou un malade, c'est un homme dangereux; et le premier devoir de ceux qui rendent la justice est de mettre ces êtres-là hors d'état de nuire, qu'ils soient à plaindre ou à blâmer; celui-là était sous le coup d'une autre accusation, ce qui tend à prouver qu'il n'est pas seulement un malade.

... Les individus ayant de telles tentations sont en droit de se dire qu'ils seraient bien bêtes de n'y pas céder, car, à ce prix-là, vraiment, il n'y a pas lieu d'avoir des scrupules, ni même d'être retenu par la crainte salutaire d'une punition sévère! Six mois de prison avec sursis!... Ah! les parents de la petite victime doivent avoir le cœur plein de reconnaissance pour ceux qui ont si bien compris sa douleur et son dégoût, et qui ont, en vrais pères de famille, puni le criminel!

... L'indulgence de certains juges dans les affaires de meurtres, est parfois inexplicable (on préfère du moins, ne pas chercher à se l'expliquer!). Qu'il s'agisse d'infanticides, d'attentats à la pudeur ou de crimes comme ceux que je

5. Cet enseignement est-il réglé par une loi?

6. Le programme en est-il fixé d'avance?

7. Les femmes ont-elles une influence sur l'organisation de cet enseignement?

8. Est-il donné par des institutrices ou par des institutrices?

Pour sauver la paix

(Suite de la 1^{re} page.)

En ce qui concerne la prochaine réunion de la Conférence du désarmement, la majorité des oratrices fut d'avis que le moment est mal choisi pour qu'une telle Conférence puisse obtenir de grands résultats. Mais elles marquèrent toutefois l'espoir de voir la Conférence aboutir très rapidement à l'établissement d'une première convention contre la fabrication privée des armes et des munitions.

D'autre part, les questions techniques ayant été déjà extrêmement poussées par les précédentes Conférences, le désir fut nettement exprimé que le choix des délégués soit fait surtout parmi les civils et beaucoup moins parmi les militaires et les représentants des industriels intéressés aux fabrications de guerre. «Ceux dont le métier est de travailler en vue de guerres éventuelles ne semblent pas toujours particulièrement qualifiés, fut-il dit, pour étudier les conditions du désarmement militaire.»

Au point de vue économique, l'unanimité se fit sur la nécessité de faciliter et d'accroître la libre circulation des matières premières et

viens de relater, on les trouve (je dis «certains» et non pas «tous») pleins d'une touchante mansuétude, prêts à tout comprendre, à tout pardonner «aux pauvres types qui n'ont pas pu résister à leurs instincts!...»

Je l'ai dit ici-même à propos des infanticides, je le répète, à propos de ce qui nous occupe: «Il faudrait des femmes dans les tribunaux, des femmes qui ne laisseraient pas impunis, ou insuffisamment punis, des crimes commis sur la personne de leurs enfants... Car, de tels crimes, il n'y a pas que des malades qui les commettent, mais aussi des crapules.»

On parle souvent de l'absence de solidarité féminine, et ce reproche n'est pas toujours injustifié; mais quand il s'agit de leurs enfants, les mères savent appliquer, dans son sens le plus complet, ce mot de «solidarité», c'est pourquoi un jugement comme celui de Vevey, les injurie et les soufflette toutes.

Croyez-vous donc que nous mettons au monde des enfants, que nous les élevons, que nous tâchons de créer en eux des idées généreuses, des sentiments propres, pour que cette face de la vie que l'amour seul devrait leur révéler — et qu'ils ne devraient découvrir qu'à travers la tendresse et la douceur — soit à jamais salie, avilie en leur esprit, en leur cœur, par le premier criminel — voyou ou malade — venu? Croyez-vous que de telles aventures ne laissent pas en eux d'ineffaçables traces?

Si vous le croyez, détrompez-vous! Une enfant, eût-elle quatre ans, n'oublie jamais un fait de ce genre, il la marque parfois d'une empreinte indélébile, et pour la vie entière. Demandez aux médecins, consultez les psychiatres, si vous en

des produits manufacturés, et aussi de rendre plus aisés les paiements et les échanges monétaires. On demanda que l'étude des marchés coloniaux ne soit pas envisagée du seul point de vue économique, mais aussi du point de vue politique et psychologique. L'erreur si dangereusement répandue, et qui consiste à croire que le réarmement est à l'égard du chômage un remède d'une efficacité durable, fut vivement combattue. On décida en conséquence de demander aux Gouvernements d'adopter et d'appliquer énergiquement les diverses mesures proposées par l'Organisation Internationale du Travail pour remédier au chômage.

Avec une unanimité absolue, les femmes reconurent que leur devoir impérieux est d'agir auprès de l'opinion publique, afin que celle-ci, faisant pression sur les Gouvernements, les oblige à adapter leur politique nationale aux exigences d'une véritable Société des Nations. Elles affirmèrent également la nécessité de faire comprendre à l'opinion publique, par un travail d'éducation approprié, que les peuples se rapprocheraient d'autant plus de la paix, qu'ils sauraient exiger que les gouvernements n'opposent jamais les intérêts nationaux aux exigences de la justice internationale.

Dans un même souci d'éducation de l'opinion publique, diverses oratrices insistèrent pour que les résultats des travaux de la Société des Nations soient plus largement diffusés et sous une forme moins exclusivement technique, afin d'être plus accessibles à la

Femmes Neuchâteloises!

Qu'avez-vous obtenu sans vos droits politiques?

En 1908: l'éligibilité aux Commissions scolaires.

En 1927: l'éligibilité aux Autorités tutélaires.

Résultats actuels:

16 femmes sur 657 membres des commissions scolaires.

2 femmes assesseurs-suppléants des Autorités tutélaires.

En matière d'éducation, dans le domaine juridique (jugement des divorces, jeunes délinquants, etc.) On n'a pas osé nier vos compétences.

M a i s

vos droits resteront quasi lettre morte SANS VOS DROITS POLITIQUES

Femmes Neuchâteloises!

Entrez en nombre dans les sections de l'ASSOCIATION NEUCHÂTELOISE POUR LE SUFFRAGE FÉMININ.

Présidente cantonale: M^{me} CHALLANDES La Chaux-de-Fonds

Texte de l'affiche apposée par les suffragistes neuchâteloises à l'occasion des récentes élections dans ce canton (25 avril).

doutez, ils pourront vous en dire long là-dessus. C'est pourquoi les biens demandant aux tribunaux de notre pays de leur vouloir, à l'avenir appliquer la loi dans toute sa rigueur, à l'égard de ces gens-là, afin de les mettre hors d'état de nuire... Il y a des asiles et des prisons en suffisance pour qu'on les utilise à bon escient. Et, si la loi appliquée dans toute sa rigueur, n'est pas suffisante pour protéger nos enfants, nos filles, alors qu'on la change, et qu'on retouche, pendant qu'on y sera, les articles qui traitent de l'infanticide et de la responsabilité du père quand la jeune mère abandonnée tue son enfant... On fera d'une pierre deux coups... et ce sera là de bonne, de saine, d'humaine besogne...

Plus de bagnes d'enfants!

L'opinion publique vient d'être violemment émue en France par le décès, dans des conditions lamentables, d'un enfant de dix-neuf ans pensionnaire d'une de ces maisons «d'éducation surveillée» que le langage populaire a baptisées avec combien de raison hélas! «bagnes d'enfants». Et la Tribune de Lausanne en a vite pris occasion pour attaquer aux femmes ministres:

M. Léon Blum a commis deux femmes à l'éducation et à la protection de l'enfance. Qu'ont fait Mme Brunschwig, sous-secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, et Mme Suzanne Lacore, sous-secrétaire d'Etat à la protection de l'enfance, subdivision de ce groupe ministériel pompeusement intitulé «solidarité sociale»? Ces dames ont beaucoup voyagé; elles ont vitupéré le fascisme ça et là et, il y a huit jours, on ap-